

9^e Réunion régionale européenne

Oslo, Norvège, 8-11 avril 2013

Emploi, croissance et justice sociale



Organisation
internationale
du Travail

Document de base pour la discussion du panel tripartite de haut niveau: «Croissance riche en emplois et emplois de qualité»

Ce panel se penchera sur deux piliers essentiels d'une croissance économique durable: une croissance riche en emplois et des emplois de qualité. L'objectif est d'examiner les mesures concrètes envisageables selon les perspectives différentes que peuvent avoir des ministres du travail et des finances, les partenaires sociaux et des commissaires européens.

Chômage, segmentation du marché du travail et qualité des emplois

Le chômage est en hausse dans la majorité des pays européens, et le retour à la situation de l'emploi qui prévalait avant la crise financière mondiale devient un objectif de plus en plus distant. En novembre 2012, le nombre de chômeurs, dans l'Union européenne, avait augmenté de 2 millions par rapport à l'année précédente. La situation des jeunes est particulièrement grave, car près d'un jeune sur quatre est au chômage aujourd'hui, voire plus d'un jeune sur deux dans certains pays d'Europe du Sud.

Cette hausse du chômage s'accompagne d'un nombre croissant de formes atypiques d'emploi (travail à temps partiel non choisi, travail intérimaire et travail dans les secteurs à bas salaire) qui offrent peu de perspectives d'avancement professionnel. Déjà avant la crise, l'incidence des emplois atypiques – souvent moins sûrs, moins bien rémunérés et moins bien couverts par les régimes de protection sociale et les systèmes de négociation collective que les emplois réguliers – était à la hausse. Les formes atypiques d'emploi touchent d'une façon disproportionnée les jeunes, les personnes peu qualifiées, les femmes ayant des responsabilités familiales et les migrants. De nombreux travailleurs se résignent à les accepter faute de pouvoir trouver un emploi régulier. Si les emplois atypiques peuvent parfois servir de tremplin pour accéder à l'emploi régulier, ils sont souvent utilisés par les entreprises comme un «régulateur», qui leur permet d'ajuster leur niveau d'emploi aux chocs temporaires de la demande. La crise a ainsi contribué à aggraver la segmentation des marchés du travail européens.

La crise n'a fait qu'accroître l'emploi informel, qui est, dans une certaine mesure, du travail non déclaré visant à limiter

les coûts de main-d'œuvre et à échapper à l'impôt. Dans les pays moins développés, l'emploi informel peut faire partie d'une stratégie de survie pour de nombreux ménages, en raison de l'absence d'emplois formels ou réguliers.

Ces tendances s'accompagnent de déséquilibres croissants au niveau des salaires, qui, dans de nombreux pays, sont à la traîne par rapport à la croissance de la productivité. Cet écart se reflète dans le recul à long terme de la part des salaires dans le produit intérieur brut. La crise a aussi accentué les tendances aux bas salaires et à la pauvreté qui prévalent dans la région. En 2011, 18,6 millions de personnes souffraient de «pauvreté au travail» dans l'Union européenne des vingt-sept tandis que, dans les régions de l'Europe orientale et du Sud-Est et de l'Asie centrale, 8 millions de travailleurs vivaient avec moins de 2 dollars E.-U. par jour. Les dépenses consacrées à la sécurité et à la santé au travail (SST) ont également subi une pression à la baisse dans de nombreux pays.

La décentralisation de la négociation collective s'est accélérée pendant la crise. Les récentes réformes de la législation du travail ont en outre affaibli le rôle des partenaires sociaux dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail ainsi que, plus généralement, dans les processus d'élaboration des politiques. Ces conditions risquent d'aggraver les tendances observées dans l'emploi atypique et de ralentir la croissance des salaires réels par rapport aux gains de productivité.

Stratégies envisageables

Les tendances susmentionnées soulignent la nécessité d'adopter des politiques macroéconomiques favorables à l'emploi qui encouragent en même temps la transformation structurelle et la modernisation technologique de l'économie. Il faut en particulier créer pour les entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises (PME), un environnement propice aux investissements dans l'économie réelle, qui stimulerait la création d'emplois. Celle-ci aurait à son tour pour effet d'améliorer la demande intérieure et la croissance économique et contribuerait à accroître les

recettes publiques, ce qui permettrait de réaliser un rééquilibrage budgétaire et d'investir davantage dans des politiques actives du marché du travail.

S'agissant d'optimiser les recettes fiscales, la question de savoir comment parvenir à améliorer globalement le recouvrement de l'impôt et à adopter des politiques d'imposition progressive sans pour autant nuire à la croissance et à la compétitivité de l'économie doit être étudiée.

Il est également nécessaire d'aider les personnes qui occupent des emplois atypiques en leur offrant un meilleur accès à la protection sociale et, plus généralement, d'investir davantage dans les compétences requises pour que les travailleurs puissent conserver et améliorer leur employabilité. Pour cela, il convient de favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs ou le redéploiement par les entreprises de salariés qui, autrement, seraient licenciés, et de faire en

sorte que les demandeurs d'emploi bénéficient davantage de politiques efficaces du marché du travail favorisant leur placement. Enfin, il convient d'examiner le rôle de la négociation collective, du dialogue social et des partenaires sociaux dans la conception et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques favorables à l'emploi, de politiques salariales équilibrées, de politiques actives du marché du travail et de protection sociale qui soient efficaces, afin de réduire la segmentation du marché du travail et d'améliorer la qualité des emplois pour tous les groupes de travailleurs vulnérables. Ceci est également lié à la question de savoir comment associer les partenaires sociaux aux processus visant à promouvoir la création d'emplois formels et décents, à lutter contre le travail non déclaré et à soutenir la formalisation des entreprises informelles et du travail informel, ainsi qu'à la formulation et la mise en œuvre de la législation et des politiques nécessaires en matière de SST.

Les membres du panel voudront sans doute débattre des questions suivantes:

- Quelles mesures proposez-vous pour stimuler l'offre d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité? Quels sont les facteurs clés qui favoriseront des politiques d'investissement et politiques macroéconomiques productives et riches en emplois? Quel est le rôle des partenaires sociaux dans la conception de telles politiques?
- Quelles mesures devrait-on prendre face à la segmentation du marché du travail et aux formes atypiques d'emplois, et comment pourrait-on améliorer la qualité et la sécurité de l'emploi? De quelle manière les gouvernements pourraient-ils élargir les politiques de l'éducation, de la formation et d'autres politiques actives du marché du travail qui s'avèrent efficaces de façon à en faire bénéficier les travailleurs occupant des emplois de qualité médiocre ainsi que les personnes sans emploi et découragées, afin de promouvoir leur inclusion et leur maintien sur le marché du travail ainsi que le perfectionnement de leurs compétences? De quelle manière pourrait-on s'attaquer au travail non déclaré et à l'emploi informel? Quelles mesures faudrait-il prendre face au stress et aux troubles psychiques dus au travail?
- Quelles sont les formes de dialogue social et de négociation collective les plus efficaces en période de crise? Le dialogue social peut-il renforcer le lien entre salaires et productivité?
- Qu'attendent les ministres du travail des ministres des finances en ce qui concerne la création d'un environnement favorable à l'emploi? Que peuvent envisager les ministres des finances pour trouver ou aménager une marge de manœuvre budgétaire qui permette d'investir dans l'économie réelle? Quel est le rôle des politiques fiscales en la matière?
- En quoi consisterait, selon vous, le rôle le plus important que pourrait jouer l'OIT s'agissant d'améliorer la situation de l'emploi dans la région?